

Session de Bruxelles – 1936

**La clause juridictionnelle dans les Conventions d'Union,
notamment celles relatives à la propriété industrielle
et à la propriété artistique et littéraire**

(Rapporteur : M. Gilbert Gidel)

Article premier

Il est désirable d'insérer dans les Conventions d'Union, et notamment dans celles relatives à la propriété industrielle et à la propriété artistique et littéraire, une clause de juridiction obligatoire tendant à assurer l'unité d'interprétation des actes d'Union.

La clause juridictionnelle doit faire partie du texte même des actes d'Union et s'imposer ainsi à l'observation de tous les Membres de l'Union. La solution comportant l'insertion de la clause dans un protocole séparé ouvert à la signature des Unionistes ne doit être envisagée que comme un pis-aller pour le cas où un accord unanime des Unionistes en faveur de la première solution serait impossible.

Article 2

Le recours à la juridiction n'exclut pas une phase préliminaire de conciliation.

Article 3

Sous réserve des obligations antérieurement contractées, la clause juridictionnelle n'est applicable qu'aux seuls différends relatifs au sens d'une disposition de la Convention d'Union, aux fins de décider s'il y a concordance entre la Convention et le droit interne d'un Membre de l'Union ou de déterminer, en cas de désaccord entre deux ou plusieurs Etats unionistes, le sens exact de la Convention ou d'une de ses dispositions.

La clause juridictionnelle n'est pas applicable aux différends qui ne porteraient que sur l'appréciation de faits affectant les intérêts des particuliers.

Il n'appartient pas à la juridiction internationale saisie en vertu des présentes dispositions de statuer sur les responsabilités qui pourraient avoir été encourues par les Membres de l'Union.

Article 4

L'organe le mieux qualifié pour exercer ladite juridiction est la Cour permanente de Justice internationale.

Dans le cas d'Etats qui ne sont pas parties au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ou qui n'en accepteraient pas la juridiction, la compétence revient à la Cour permanente d'Arbitrage instituée par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement des litiges internationaux.

Il n'y a pas lieu de confier la compétence juridictionnelle dont il s'agit à d'autres organes internationaux.

Article 5

Le recours juridictionnel n'est ouvert qu'aux seuls Etats.

Les particuliers en sont exclus, sans qu'il soit dérogé aux dispositions expresses qui, figurant dans des Conventions d'Union, admettent l'accès des particuliers devant tel ou tel organe juridictionnel spécial.

Article 6

Lorsque le recours à la juridiction internationale est provoqué par une décision d'une autorité nationale, la règle de l'épuisement préalable des voies de recours internes ordinaires reçoit son application.

Article 7

La Cour permanente de Justice internationale peut être saisie par voie de requête que le Greffe notifie à tous les Membres de l'Union selon la procédure prévue à l'article 63 du Statut de la Cour.

Tout Membre de l'Union a la faculté d'intervenir à l'instance et peut, en qualité d'intervenant, présenter des conclusions sur la position de la question soumise à la Cour.

Il appartient à la Cour, sur le vu de la requête et des conclusions présentées tant par l'Etat défendeur que par les autres Membres de l'Union, de fixer définitivement l'objet de l'instance.

Les mêmes dispositions sont applicables si la Cour a été saisie par voie de compromis.

Article 8

La Cour permanente d'Arbitrage est saisie par compromis.

Si, dans un délai de trois mois à partir de la notification de la demande faite au Secrétaire général du Bureau de la Cour par la partie la plus diligente, les parties ne se sont pas mises d'accord sur les termes du compromis visé à l'article 52 de la Convention du 18 octobre 1907, le compromis sera établi par le Tribunal d'arbitrage conformément à l'article 53 de ladite Convention.

Si plus de deux Membres de l'Union sont parties au litige, le chef de l'Etat du siège de l'Union est prié de nommer les membres de la Commission prévue à l'article 54 de la Convention susmentionnée.

Le compromis est notifié à tous les Membres de l'Union par le Secrétaire général du Bureau de la Cour permanente d'Arbitrage conformément à l'article 84 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Tout Membre de l'Union a la faculté d'intervenir à l'instance et peut, en qualité d'intervenant, présenter des conclusions sur la position de la question.

Il appartient au Tribunal d'arbitrage, après examen du compromis et des conclusions présentées, de fixer définitivement l'objet de la sentence.

Article 9

Les procédures en cours devant les juridictions nationales ne sont pas suspendues par l'introduction du recours devant la juridiction internationale.

Article 10

La sentence rendue par la juridiction internationale ne porte pas atteinte à l'autorité de chose jugée des décisions rendues par les juridictions internes.

Article 11

La sentence rendue par la juridiction internationale lie les Membres de l'Union ayant eu la faculté d'intervenir à l'égal d'un accord interprétatif de la Convention d'Union.

La sentence peut fixer le délai d'entrée en vigueur des mesures d'ordre interne qui devraient éventuellement être prises par les Membres de l'Union ou certains d'entre eux pour faire sortir ses effets à la sentence rendue par la juridiction internationale.

Article 12

Il n'y a pas lieu d'attribuer un droit spécial de retrait de l'Union aux Membres qui considéreraient que la sentence internationale leur impose des obligations dépassant celles qu'ils ont entendu assumer.

C'est seulement aux conférences de révision de chaque Union qu'il appartiendrait éventuellement d'examiner, à la lumière de l'expérience résultant du fonctionnement prolongé de la Convention d'Union assortie de la clause de juridiction obligatoire, s'il y aurait intérêt à prévoir l'établissement et les conditions d'exercice d'une telle faculté de retrait.

Vœu

Si un accord unanime en faveur de la clause IV s'avérait impossible entre les Etats Membres de la Convention d'Union, il serait prévu la faculté pour toute partie à un différend visé à l'article 3, de s'adresser au Conseil de la Société des Nations pour le prier de saisir la Cour d'une demande d'avis consultatif.

*

(24 avril 1936)